

Audience publique du 31 décembre 2007

Recours formé par
la **copropriété ...**, ...
contre
deux décisions du **directeur de l'administration des
Contributions directes**
en matière d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête déposée le 27 avril 2007 au greffe du tribunal administratif, inscrite sous le numéro 22887 du rôle, par Monsieur ..., demeurant à L-..., en sa qualité de mandataire officiel, au nom de la copropriété ..., ayant son siège à L-..., tendant à l'annulation de deux décisions du directeur de l'administration des Contributions directes du 5 février 2007 (n^{os} C 12836 et C 13500 du rôle) ayant rejeté comme non fondées deux réclamations de Monsieur ... contre cinq bulletins d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour les années 2001 à 2005 émis à l'égard de la copropriété ... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 octobre 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 26 octobre 2007 par la copropriété ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions attaquées ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en sa plaidoirie.

En date du 24 novembre 2001, le bureau d'imposition Luxembourg 6 du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'égard de la copropriété ...,

mais désignée copropriété ... & ..., composée de Monsieur ..., demeurant à L-..., et de Monsieur ..., demeurant à L-..., des bulletins d'établissement en commun des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour les années 2001 à 2003 à travers lesquels ledit bureau d'imposition refusa de tenir compte de certains intérêts débiteurs comme frais d'obtention dans le cadre de la fixation de la part personnelle de revenu de Monsieur

Une demande de rectification du 27 décembre 2004 ayant été rejetée par ledit bureau d'imposition suivant courrier du 9 février 2005, Monsieur ... introduisit le 23 février 2005 une réclamation contre ces bulletins d'établissement auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « directeur ».

Le même bureau d'imposition émit le 6 septembre 2006 à l'égard de la copropriété ... des bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour les années 2004 et 2005, qui fixèrent pareillement la part personnelle de Monsieur ... en faisant abstraction de certains intérêts débiteurs comme frais d'obtention.

Monsieur ... introduisit le 4 octobre 2006 une réclamation contre ces deux bulletins d'établissement.

A travers deux décisions séparées du 5 février 2007 (n^{os} C 12836 et C 13500 du rôle), le directeur rejeta ces deux réclamations émanant de Monsieur ... comme n'étant pas fondées.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 avril 2007, la copropriété ..., représentée par Monsieur ..., a introduit un recours tendant à l'annulation de ces deux décisions directoriales du 5 février 2007.

Préalablement à l'examen de la recevabilité et du bien-fondé du recours ainsi introduit, il y a lieu d'examiner l'admissibilité du mémoire en réponse fourni par le délégué du gouvernement en date du 5 octobre 2007.

Conformément aux dispositions de l'article 5 (1) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le défendeur est tenu de fournir sa réponse dans le délai de trois mois à dater de la signification de la requête introductive, étant entendu que conformément aux dispositions du paragraphe (6) du même article 5, ce délai de trois mois est suspendu entre le 16 juillet et 15 septembre.

Dans la mesure où il est encore constant que conformément à l'article 4 (3) de la loi du 21 juin 1999 précitée le dépôt de la requête vaut signification à l'Etat, le dépôt du mémoire en réponse aurait dû intervenir le 27 septembre 2007 au plus tard. Il s'ensuit que le dépôt du mémoire en réponse du délégué du gouvernement en date du 5 octobre 2007 est intervenu tardivement et doit être écarté des débats. Etant donné que le mémoire en réplique répond par essence au mémoire en réponse fourni par la partie défenderesse, il y a lieu de l'écarter également des débats, ensemble avec le mémoire en réponse.

Nonobstant le fait que le mémoire en réponse doit être écarté des débats, le tribunal a néanmoins été amené à soulever d'office à l'audience des plaidoiries la question de la recevabilité du recours introduit par la copropriété ... eu égard, d'une part, au fait que les réclamations des 23 février 2005 et 4 octobre 2006 ont été introduites par Monsieur ... individuellement et, d'autre part, au fait que le litige porte sur la seule fixation de la part personnelle de revenu de Monsieur ... dans le cadre de la copropriété susvisée.

Monsieur ... s'est prévalu des dispositions du § 215 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, communément appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », pour soutenir que

la copropriété ... disposerait d'un intérêt au moins indirect pour contester les bulletins en cause.

Au vœu des dispositions combinées des § 228, 239 et 330 AO et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le droit d'introduire un recours contentieux contre une décision directoriale est réservé aux contribuables qui ont préalablement introduit une réclamation devant le directeur ou qui ont été appelés en cause dans le cadre d'une réclamation introduite par autrui.

Or, en l'espèce, force est de constater que les deux réclamations en question ont été couchées l'une sur une lettre avec l'entête de la copropriété ... et l'autre sur une lettre avec l'entête personnelle de Monsieur ..., tout comme elles ont été formulées et signées par Monsieur ... agissant pour son propre compte. De même, les deux décisions directoriales du 5 février 2007 retiennent Monsieur ... comme seule personne réclamante.

Abstraction faite de toutes autres considérations sur l'admissibilité d'un recours introduit par une copropriété contre un bulletin d'établissement en commun, force est donc de relever que la copropriété ... n'a pas été partie aux deux instances de réclamation suite aux réclamations introduites les 23 février 2005 et 4 octobre 2006, de manière que le recours sous analyse encourt l'irrecevabilité *omisso medio* de ce seul chef.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,
déclare le recours irrecevable,
condamne la copropriété demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,

M. SCHROEDER, premier juge,

Mme GILLARDIN, juge,

et lu à l'audience publique du 31 décembre 2007 par le premier vice-président, en présence de M. LEGILLE, greffier.

LEGILLE

SCHOCKWEILER